

REPUBLIQUE DU BURUNDI

*Conseil National pour la
Défense de la Démocratie*

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

*Inama y'Igihugu
Iigwanira Demokarasi*



CABINET DU PRESIDENT

7 juillet 1995

COMMUNIQUE N°22

Depuis le début de ce mois, l'UPRONA exerce une pression sur son otage, M. NTIBANTUNGANYA, Président a.i de la République pour qu'il dissolve l'Assemblée Nationale, la seule institution démocratique qui nous reste au Burundi. La pression en question s'exerce à travers son bras musclé: l'Armée Rebelle à la Démocratie.

Une telle pression ne pouvait qu'engendrer un regain de violence dont les récentes tueries de Gasorwe, Nyabiraba, Kayanza, Gishubi, Nyambuye (chef de zone), Bujumbura, sur la route Bujumbura-Bugarama, ne sont que des conséquences qui préparent l'intensification de la guerre civile si la pression aboutit à ses fins antidémocratiques.

L'UPRONA doit donc endosser, la responsabilité de l'augmentation de la violence.

Qui plus est, il faut savoir que M. NTIBANTUNGANYA n'est ni élu au suffrage universel ni élu par le Parlement. C'est un Président issu de la Convention de Gouvernement (partitocratie) au mépris de l'art.2 et de l'art.85 de la Constitution. Rappelons que l'amendement de l'art. 85, a permis l'élection du Président de la République, Son Excellence feu Cyprien NTARYAMIRA, par le Parlement (à vote secret). Rien à voir avec le cas NTIBANTUNGANYA qui a été imposé par la partitocratie (les partis politiques donc associations privées) qui a fait entériner sa décision au Parlement par la contrainte militaire. M. NTIBANTUNGANYA n'est donc pas qualifié pour dissoudre le Parlement. A moins qu'il ne viole une fois de plus, comme du temps de la signature de la Convention de Gouvernement, la Constitution et l'art. 21 alinéa 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Mais qu'il sache qu'une fois la dissolution du Parlement perpétrée, les démocrates n'auront plus rien à perdre au Burundi que leurs chaînes.

Afin de barrer la route à ce fascisme, il est plus qu'urgent que tous les vrais démocrates du Burundi, d'Afrique et du Monde appuient concrètement, individuellement et/ou collectivement les efforts héroïques des Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) dans leur juste mission de
1° protéger la population et la seule institution démocratique qui nous reste

2° ramener la démocratie au Burundi

Pour ce faire, il faut l'aider à

1° rendre incapable l'armée en rébellion de massacrer la population civile en renforçant l'action interne et en luttant à l'extérieur pour faire imposer l'embargo sur les armes destinées aux Pays des Grands Lac;

à ce propos, dès le début de cette année, l'Union Européenne s'est déjà présentée favorable à l'embargo; mais une action concrète devrait suivre notamment contre les 152 tonnes d'armes convoyés par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et dissimulées dans 43 000 sacs de haricots à bord d'un bateau chinois, le Shun-Yi accosté au port de Mombasa. Il est question que ces instruments de la mort soient expédiés en Ouganda où il n'y a aucun obstacle pour atteindre le Burundi. Ces armes avaient été à l'origine commandées par l'ex-dictateur Pierre Buyoya.

Je profite de l'occasion pour remercier, au nom du CNDD, les autorités tanzaniennes qui ont concrètement commencé l'embargo en refusant au Shun-yi l'autorisation d'accoster.

2° forcer l'armée gouvernementale en rébellion à retourner dans les casernes;

3° forcer l'Armée Rebelle à la Démocratie à négocier un juste partage du pouvoir dans le respect des règles démocratiques;

4° forcer cette armée monoethnique et régionaliste à accepter une réforme permettant une juste représentation de toutes les ethnies et de toutes les provinces.

La démocratie aura le dernier mot.

Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO
Porte Parole.

